

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Arrêté préfectoral
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-011692 relatif au projet **de boisement à Plonévez-du-Faou (29) et Collorec (29)**, déposé par Christiane Le Guern, reçu et considéré complet le 13 mars 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 47° c) Premiers boisements » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- boisement de 3,18 ha d'essences résineuses répartis sur 3 sites, pour le site (1) en épicéas de Sitka (80%) et thuyas (20%), pour le site (2) en douglas (60%), épicéa de Sitka (20%) et thuya (20%), et pour le site (3) en douglas (80%) et épicéa de Sitka (20%) ;
- tel que présenté en annexes ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur des parcelles situées en « secteur non ouvert à la construction, sauf exceptions prévues par la loi » et en « zone non couverte », respectivement classées NC par la carte communale de Collorec (29), approuvée le 19 décembre 2005 et dont la dernière procédure date du 15 mars 2017, pour le site (1), et RNU par la carte communale de Plonévez-du-Faou (29), approuvée le 19 octobre 2010 et dont la dernière procédure date du 14 septembre 2017, pour les sites (2) et (3) ;
- sur des parcelles agricoles cultivées en prairies permanentes selon le registre parcellaire graphique (RPG) jusqu'en 2022 pour le site (1), jusqu'en 2009 pour le site (2) et jusqu'en 2019 pour le site (3) ;
- pour le site (2), sur un secteur intégralement inventoriés comme zones humides par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de l'Aulne ;
- pour le site (1), sur un secteur considéré comme cœur d'habitat pour l'écureuil roux, en position d'enclave au sein d'un boisement existant de sapin ou épicéa pur, selon l'inventaire forestier national en Finistère ;
- pour les sites (2) et (3), en continuité avec un boisement existant de mélange de feuillus ;
- au sein de l'unité paysagère du bassin de Chateaulin, sur un secteur de « préservation de la maille bocagère au regard des pratiques agricoles et énergétiques » pour les sites (2) et (3) ;

Considérant que :

- le boisement en résineux de prairies humides est susceptible de porter atteinte aux fonctionnalités des zones humides, en matière d'hydrologie, de biodiversité et de biogéochimie, et que le règlement du SAGE interdit toute destruction de zones humides ;
- le boisement de prairies permanentes entraîne la perte de la biodiversité inféodée à ces milieux, qui sont en voie de raréfaction à l'échelle régionale et nationale, et que la disparition des lisières forestières constituera une perte d'habitat pour les espèces dépendantes de ce milieu, en particulier l'écureuil roux ;
- la préservation des lisières de boisements feuillus nécessite une mise à distance des nouveaux boisements d'essences résineuses qui reste à préciser et à justifier ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de boisement à Plonévez du Faou (29) et Collorec (29)** doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Article 2

L'évaluation environnementale aura pour objectifs spécifiques de répondre aux éléments d'analyse ci-dessus motivant la présente décision. Au-delà de ces objectifs spécifiques, l'étude d'impact, qui constitue le rapport d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, devra démontrer la maîtrise de l'ensemble de ces incidences, de manière proportionnée, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
#signature#

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

Le recours est à adresser via la plateforme NOVAe, accessible à :
evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr

ou par courrier à

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

Mme la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.